

Comment lutter contre le “climatoscepticisme” ?

Risque climatique et opinions publiques

Dans la gouvernance climatique mondiale, les pays sont désormais libres de choisir quelles réductions de gaz à effet de serre ils entendent entreprendre. La conjugaison des efforts actuellement envisagés ne devrait cependant pas permettre d'éviter des phénomènes dramatiques et irréversibles. Dans ce cadre, les opinions publiques ne pourront servir de “corde de rappel” aux décideurs et les inciter à accroître les efforts de réduction des émissions que si elles sont convaincues des risques climatiques. L'enjeu est plus complexe qu'il n'y paraît : les déceptions suscitées par l'échec du sommet de Copenhague, l'ampleur de la crise économique et la médiatisation de controverses sur le travail des climatologues ont conduit à un recul du sentiment d'inquiétude vis-à-vis du changement climatique et de la nécessité d'agir, surtout dans les pays développés. L'étude de la perception du discours scientifique par les opinions

publiques révèle trois constats principaux : d'abord, la sensibilisation des opinions à la menace climatique est extrêmement différente d'un pays à l'autre, mais reste encore globalement moins prégnante dans les pays émergents ; ensuite, le consensus scientifique à propos de l'existence d'un changement climatique d'origine humaine est largement reconnu dans tous les États, à l'exception des États-Unis ; enfin, les opinions publiques des pays émergents sont difficiles à cerner – le climatoscepticisme y paraît peu présent, mais les pays développés sont parfois soupçonnés de vouloir imposer des contraintes au développement économique de ces pays, au nom du changement climatique. Faciliter la compréhension du discours scientifique par les opinions publiques est donc un enjeu fondamental pour rallier les suffrages autour d'un nouvel accord mondial véritablement ambitieux, à l'horizon 2015. ■

► ORIENTATIONS STRATÉGIQUES

- 1 Diffuser le plus largement possible les connaissances sur le changement climatique, en insistant non seulement sur les points de consensus scientifique et sur les effets déjà tangibles du phénomène, mais aussi sur les incertitudes et les sujets de désaccord.
- 2 Instituer des correspondants du GIEC dans les grandes régions du monde pour mettre en place une communication réactive et adaptée.

LES ENJEUX

Depuis 2010, la lutte contre le changement climatique est organisée au niveau international par des accords qui laissent chaque pays fixer ses propres objectifs de réduction d'émissions de gaz à effet de serre. Résultat prévisible, les propositions des États ne permettent pas d'éloigner la perspective de dérèglements irréversibles. Le prochain rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), fin 2013, devrait donc conduire les gouvernements à rehausser leurs objectifs. Mais une telle décision ne pourra être prise par les États que si leur opinion publique est convaincue de l'origine humaine (ou "anthropique") du phénomène et de la nécessité d'agir rapidement. Or, l'évolution de la perception du grand public est inquiétante : la part de la population française reconnaissant que le changement climatique nécessite des actions immédiates est passée de 79 % en 2007 à 62 % en 2010⁽¹⁾. L'amenuisement du sentiment d'urgence va de pair avec une réduction de la couverture médiatique accordée au dérèglement climatique à l'issue du sommet de Copenhague. Cette note d'analyse étudie la perception du discours scientifique sur la menace climatique par le grand public dans six pays "clés" des négociations internationales : l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, les États-Unis, la France et l'Inde. Elle s'intéresse d'abord à l'état de l'opinion publique dans ces pays avant de revenir sur le fondement des écarts entre ces opinions et le discours scientifique. Elle formule enfin des recommandations à destination des pouvoirs publics français, afin d'éviter que la remise en cause du changement climatique ne mine l'acceptabilité des évolutions technologiques et sociales qu'impose la transition énergétique.

(Méthodologie

La présente note s'appuie sur les principaux enseignements d'une étude réalisée – sur un appel d'offres du Centre d'analyse stratégique – par les cabinets Nomadéis, SemioCast et K-Minos.

L'étude porte à la fois sur l'expression du grand public, des médias et des internautes, dans chacun des six pays précités. La méthodologie retenue repose sur une revue de la littérature existante, des entretiens avec une vingtaine d'experts de différentes nationalités, et deux sondages : l'un a été réalisé autour de la conférence de Durban⁽²⁾, l'autre a ciblé la population jeune⁽³⁾. Enfin, une analyse sémantique des conversations sur Internet a également été effectuée (cf. encadré *infra*).

DES SITUATIONS TRÈS DIVERSES DANS LES PRINCIPAUX PAYS ACTEURS DES NÉGOCIATIONS CLIMATIQUES

L'étude conclut à une grande diversité de la perception de la question climatique aux États-Unis, en France, en Inde, en Chine et en Afrique du Sud quant à l'existence d'un consensus scientifique sur la réalité du phénomène et son origine anthropique (le doute sur ces questions correspond au sentiment dit de "climatoscepticisme"), l'urgence du problème, la pertinence des mesures mises en œuvre par les États ou la communauté internationale, l'existence de solutions technologiques, etc.

Précision d'autant plus importante que l'expression a pu faire l'objet de débats, le terme "opinion publique" recouvre ici l'ensemble des jugements, perceptions et analyses d'une société à l'égard d'une question donnée, en l'occurrence le discours scientifique sur le changement climatique.

(Aux États-Unis, le climat est devenu un marqueur politique

L'opinion publique américaine est l'une des premières à avoir été exposées à une médiatisation de la question climatique : les médias américains couvrent le sujet depuis le premier rapport du GIEC en 1990.

La sensibilisation est donc forte – neuf Américains sur dix s'estiment informés (Gallup, 2010) –, mais elle n'est cependant pas synonyme d'inquiétude : seule la moitié de la population considère le changement climatique comme "une menace", une proportion qui a tendance à diminuer (Gallup, 2011).

La faiblesse de cette préoccupation s'explique en grande partie par la forte polarisation politique du sujet aux États-Unis. Si Démocrates et Républicains reconnaissent que le changement climatique est réel (à 78 % pour les premiers et 53 % pour les seconds), seule une minorité des citoyens de sensibilité conservatrice (14 %) lui attribue une origine humaine⁽⁴⁾. À l'échelle nationale, 47 % des Américains



[1] ADEME et MEDDAT (2011), Sondage national sur la connaissance et les perceptions du stockage géologique du CO₂ par les Français en 2010.

[2] Sondage administré sur le terrain par Nomadéis et autoadministré en ligne durant la conférence de Durban, du 27 novembre au 7 décembre 2011, auprès de 117 personnes.

[3] Extrait de l'enquête ScenaRio 2012 menée dans 30 pays auprès de 30 000 personnes âgées de 16 à 29 ans et d'un panel de 100 personnalités, par Nomadéis et la Fondation pour l'innovation politique.

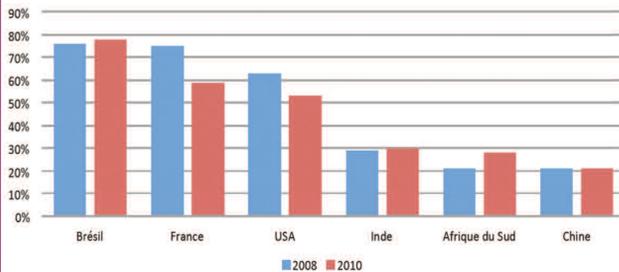
[4] Leiserowitz A., Maibach E., Roser-Renouf C. et Hmielowski J. D. (2011), *Politics & Global Warming: Democrats, Republicans, Independents, and the Tea Party*, Yale University and George Mason University. New Haven, CT: Yale Project on Climate Change Communication.

pensent que le changement climatique est d'origine naturelle⁽⁵⁾ (cf. graphique *infra*).

Des conceptions différentes de la menace climatique selon les pays

Dans quelle mesure le changement climatique représente-t-il une menace pour vous ou votre famille ?

% de réponses "menace sérieuse" ou "une certaine menace"



Source : rapport Nomadéis-Semiocast-K-Minos pour le CAS, d'après Gallup (2011)

La polarisation de la classe politique sur le changement climatique, confortée et soutenue par des lobbies industriels, s'est affirmée depuis la campagne électorale de 2008. Le Tea Party⁽⁶⁾ contribue alors à radicaliser les positions des candidats républicains lors des primaires. Le climatocpticisme devient un véritable argument électoral pour le Grand Old Party, dont les représentants remettent désormais moins en cause l'existence du changement climatique que la responsabilité humaine⁽⁷⁾.

Ce clivage politique est une donnée relativement nouvelle : un consensus bipartisan existait auparavant sur l'urgence d'une intervention contre le changement climatique – depuis la présidence du Démocrate Lyndon Johnson qui prononce en 1965 un message spécial au Congrès sur les perturbations qu'entraînerait l'augmentation de la concentration atmosphérique de CO₂ dans les trente années suivantes, bien avant que l'Académie des sciences américaine n'établisse en 1979 l'existence d'un consensus scientifique sur l'origine anthropique du phénomène. Une dizaine d'années plus tard, le président Bush appelle à "des actions concrètes pour sauver la planète" lors de la signature de la Convention climat onusienne.

La montée des arguments climatocptiques commence dans les années 1980. Des études récentes⁽⁸⁾ ont notamment analysé la stratégie déployée par des *think tanks* conservateurs. Ceux-ci font intervenir des experts scientifiques dont le discours vise à discréditer le consensus

des chercheurs sur le changement climatique. L'institut George-Marshall, fondé par trois chercheurs reconnus dans le domaine de la physique, est l'un de ces organismes qui se présentent comme des centres de recherche – bien que leurs spécialités ne correspondent souvent pas aux domaines critiqués – mais agissent comme des groupes d'intérêt. Les fondateurs de l'institut se sont en effet auparavant illustrés dans des campagnes de désinformation remettant en question les études montrant les risques cancérigènes de la cigarette ou l'impact sanitaire du DDT. La formule "le doute est notre produit⁽⁹⁾", utilisée dans un mémo de l'industrie du tabac à la fin des années 1960, illustre la méthode choisie pour discréditer le discours scientifique : il s'agit de mettre en avant l'existence de l'incertitude par ailleurs inhérente à la science par la voix de chercheurs et de faire passer cette idée auprès des médias, des décideurs politiques et du grand public.

Les organismes qui défendent des idées climatocptiques sont nombreux et bénéficient d'une bonne couverture médiatique.

Les médias américains sont ceux qui consacrent le plus de place aux arguments climatocptiques, surtout entre 2007 et 2010. La plupart d'entre eux se divisent entre convaincus et sceptiques, suivant la polarisation politique sur la question climatique. La télévision en est un exemple phare : Fox News, chaîne conservatrice, exprime fréquemment des visions sceptiques, tandis que MSNBC, plus proche des Démocrates, présente régulièrement des sujets sur le rôle du parti conservateur et de l'industrie dans la remise en cause du consensus scientifique⁽¹⁰⁾.

L'opinion publique américaine est donc l'une des plus informées, mais aussi l'une des plus exposées aux discours climatocptiques. Elle n'est cependant pas la plus mobilisée : les internautes américains témoignent d'un relatif désintérêt pour la dernière conférence climat organisée à Durban, réaction qui contraste avec celles d'autres pays. De manière générale, le sujet du changement climatique réapparaît plutôt dans les conversations entre internautes lors des variations de température anormales par rapport aux moyennes de saison : la récurrence du terme a ainsi enregistré des pics de décembre à février 2012⁽¹¹⁾.

Preuve de ce relatif désintérêt, dans les trois débats télévisés précédant l'élection présidentielle, le sujet n'a jamais été évoqué avant l'arrivée de l'ouragan Sandy sur la côte Est.



[5] Pugliese A. et Ray J. [2011], *World's Top-Emitters No More Aware of Climate Change in 2010*, Gallup, 26 août 2011.

[6] Le Tea Party Patriots est une fédération d'organisations locales créée dans les années 2000, représentant lors de la campagne électorale quelque 15 millions de membres.

[7] Voir les déclarations du sénateur James Inhofe, ou celles de Fred Upton, président de la Commission énergie et commerce de la Chambre des représentants. Sur les débats parlementaires relatifs à l'adoption d'une politique climatique, voir Barreau B. [2011], "La politique climatique américaine", *La note d'analyse*, n° 250, Centre d'analyse stratégique, novembre.

[8] Voir notamment l'enquête de Oreskes N. et Conway E. [2012], *Les marchands de doute*, Le Pommier.

[9] *Smoking and health proposal*, 1969, BN : 680561778, Legacy Tobacco Documents Library- <http://legacy.library.ucsf.edu/tid/nvs40f00>, cité dans Zaccai E., Gemenne F. et Decroly J.-M. (dir.), *Controverses climatiques, sciences et politiques* (chap. 4), Presses de Sciences-Po, 2012.

[10] Mayer F. [2012], *Stories of Climate Change: Competing Narratives, the Media, and U.S. Public Opinion 2001-2010*, Joan Shorenstein Center on the Press, Politics and Public Policy.

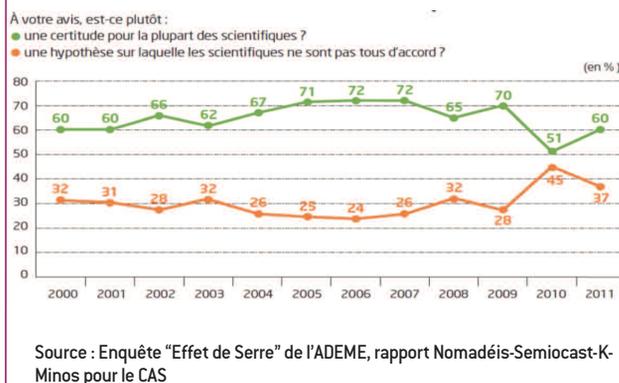
[11] Étude Semiocast pour le CAS.

En France, le climatoscepticisme reste un phénomène marginal

Les Français sont majoritairement convaincus de la preuve scientifique du changement climatique (80 % des sondés)⁽¹²⁾. Mais 44 % d'entre eux expriment un doute sur les causes du phénomène, que 39 % d'entre eux rattachent à un "effet de serre" relativement méconnu, parfois interprété comme la conséquence de l'activité des centrales nucléaires.

Sous l'impulsion de quelques figures médiatiques, l'expression du climatoscepticisme a progressé depuis 2010 : la reconnaissance du consensus scientifique sur le sujet est passée de 70 % à 51 % de 2009 à 2010. Si elle a évolué depuis, la perception de la menace climatique a chuté d'environ 15 % de 2008 à 2010.

On parle de l'augmentation de l'effet de serre qui entraînerait un réchauffement de l'atmosphère de la terre



D'autres études montrent qu'en 2011, autour de 15 % des Français estiment qu'il n'y a pas de consensus scientifique sur le changement climatique ou ne se prononcent pas sur la question⁽¹³⁾. Par ailleurs, sur un autre aspect du climatoscepticisme, 44 % d'entre eux exprimaient un doute sur les causes du phénomène⁽¹⁴⁾. Les conversations des internautes français révèlent également l'émergence d'une certaine défiance vis-à-vis des négociations onusiennes⁽¹⁵⁾.

L'opinion publique française rejoint ainsi celles des pays d'Europe méridionale. Les implications du consensus scientifique sont relativement anciennes dans l'esprit des citoyens européens : en juin 1989, 74 % des Européens informés sur la menace climatique la jugeaient déjà "très sérieuse", seuls 2 % l'estimaient "pas très sérieuse"⁽¹⁶⁾. Mais, comme en France, l'inquiétude liée aux effets du changement climatique décroît depuis 2009 : au printemps

2008, 7 % des Européens jugent le problème peu sérieux ; ils étaient 10,5 % à l'automne 2009.

Dans les médias français, le climatoscepticisme apparaît de façon marginale en 2006 et est relancé quatre ans plus tard dans un contexte de désenchantement suite à la conférence de Copenhague et de controverses scientifiques (*climate-gate*).

Néanmoins, contrairement aux États-Unis, le consensus scientifique sur le changement climatique est largement partagé par la classe politique française.

En Chine, un consensus sur l'existence du changement climatique, mais un sentiment de défiance à l'égard des pays développés accusés de vouloir contraindre le développement chinois

Il est difficile de saisir l'état et l'évolution de l'opinion publique chinoise sur le changement climatique. Les sondages révèlent un large consensus sur l'existence d'un changement climatique d'origine anthropique, mais une grande partie de la population reste peu informée sur le sujet. Les sondages laissent ainsi souvent de côté les communautés rurales. En outre, l'État promouvant largement la lutte contre le changement climatique, il n'existe guère de débat public à ce propos.

Comme dans les pays occidentaux, l'intérêt des médias chinois pour le changement climatique commence au début des années 2000 et s'affirme définitivement en 2007, lors de la parution des rapports Stern⁽¹⁷⁾ et du GIEC. La prise de conscience de la vulnérabilité aux catastrophes naturelles incite alors le gouvernement et les médias à s'y intéresser. La conférence de Copenhague, très médiatisée, marque l'apparition d'un journalisme spécialisé en Chine.

Presse et télévision rapportent peu, voire pas, de discours climatosceptiques, et se focalisent davantage sur l'aspect politique du sujet (mesures gouvernementales et négociations internationales) que sur le discours scientifique.

Restent les conversations qui ont lieu sur le web, notamment sur les réseaux sociaux⁽¹⁸⁾. Le décalage des préoccupations de l'opinion publique entre pays occidentaux et émergents se confirme sur Internet : les internautes occidentaux parlent essentiellement d'enjeux politiques (rôle des scientifiques, des industriels et de l'État, financement de la recherche), quand ceux des pays émergents abordent surtout le déroulement des négociations mondiales, le poids des grandes puissances et l'urgence d'agir, et ne parlent que marginalement des questions scientifiques.



[12] MEDDTL [ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement] [2011], *Les perceptions sociales et pratiques environnementales des Français de 1995 à 2011*.

[13] MEDDTL [ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement] [2011], *op. cit.*

[14] Boy D. [2011], *Les représentations sociales de l'effet de serre 2011*, ADEME.

[15] Étude Semiocast pour le CAS.

[16] Source : analyse de l'Eurobaromètre, voir la contribution de Jean-Paul Bozonnet à l'ouvrage *Controverses climatiques, sciences et politiques*, par Zaccai E., F. Gemenne et Decroly J.-M. (dir.), Presses de Sciences-Po, 2012.

[17] Stern N. [2007], *The Economics of Climate Change*, Cabinet Office - HM Treasury, janvier.

[18] L'analyse de l'expression des internautes chinois est également biaisée : voir *infra* l'encadré sur les limites de l'analyse sémantique du web.

Les blogs indiens et chinois plaident particulièrement pour plus d'action gouvernementale et sont très inquiets quant aux conséquences de la lenteur des négociations⁽¹⁹⁾.

Internet relaie de façon plus discrète les préoccupations climatosceptiques. Une enquête récente rapporte qu'un sondage en ligne sur un site chinois a recueilli 30 % d'opinions positives à la proposition "le changement climatique est le mensonge du siècle". Une idée revient, celle d'une machination des pays développés, qui chercheraient à contraindre le développement des économies émergentes par des régulations environnementales en invoquant un changement climatique sans fondement scientifique. Il est probable que les controverses récentes au sujet des activités du GIEC (cf. *infra*) aient alimenté cette "théorie du complot"⁽²⁰⁾.

Par ailleurs, la feuille de route imposée par le gouvernement central aux provinces a fait naître des tensions internes à l'appareil d'État, qui ont pu nourrir les opinions climatosceptiques. Les plans quinquennaux destinés à remplir les objectifs annoncés en 2009 (notamment une baisse de l'intensité carbone de l'économie chinoise de 40 % à 45 % en 2020) imposent des mesures parfois fermes : fermeture de centrales électriques, d'usines (sidérurgie, cimenterie, etc.) vétustes, etc. Fin 2009, les gouverneurs des provinces ont ainsi dû recourir à des coupures d'électricité pour atteindre l'objectif d'intensité énergétique de la période 2006-2010. En Chine comme ailleurs, la réorientation du mix énergétique et de l'appareil productif pèse plus sur les régions où l'industrie lourde est importante. Certains responsables locaux, chargés d'appliquer à la fois la politique de décarbonisation du gouvernement et sa politique de croissance économique, puis évalués en conséquence, entretiennent donc des réticences vis-à-vis de la lutte contre le changement climatique, et des doutes sur sa réalité.

En Inde, au Brésil et en Afrique du Sud, des opinions publiques inégalement sensibilisées abordent le sujet sous l'angle géopolitique

Les populations des pays émergents témoignent d'une sensibilisation récente au problème climatique. Le sujet s'impose dans les médias sud-africains en 2009, date de la conférence de Copenhague, et sera particulièrement présent lors de la conférence de Durban. En Inde, l'intérêt médiatique commence deux ans avant, lors de la publication du rapport du GIEC et avec l'affirmation de la voix de New Delhi dans les négociations internationales. Le Brésil, où des débats anciens sur l'Amazonie ont rôdé les journalistes et le public aux questions environnementales, est une exception : la couverture du sujet débute dès les années 2000.

Comme en Chine, les opinions publiques sont méconnues, notamment parce qu'une partie de la population témoigne d'un faible niveau de connaissances sur le sujet. Néanmoins, la population brésilienne exprime de fortes préoccupations environnementales.

Internaute et médias parlent surtout du déroulement des négociations. La presse indienne, principal média à l'échelle nationale, traite avant tout des aspects géopolitiques et émet parfois des critiques à l'égard des pays développés et de leur responsabilité historique au changement climatique⁽²¹⁾. Les internautes indiens ont particulièrement commenté la démission du Canada du protocole de Kyoto.

Les médias de ces trois pays ne laissent quasiment aucune place au climatoscepticisme. Seuls quelques internautes indiens dénoncent une entreprise de désinformation des pays développés.

Les jeunes : une population à part, sensible au problème climatique mais peu inquiète de la menace⁽²²⁾

Quel que soit leur pays, les 16-29 ans s'accordent sur la réalité du changement climatique (opinion partagée par plus de 90 % d'entre eux dans chaque pays) et sont optimistes sur la possibilité de résoudre le problème (plus de 60 % d'entre eux).

Le consensus sur la nécessité de protéger l'environnement, "même si cela doit réduire le développement économique", est également net dans tous les pays pour 70 % à plus de 90 % des sondés.

Ce résultat est porteur d'une promesse d'action à moyen terme à l'échelle mondiale. Une nuance doit toutefois être apportée. Les jeunes générations témoignent d'un faible sentiment d'urgence : 60 % à 70 % d'entre eux ne se sentent pas menacés par le changement climatique, ni à court ni à long terme. À noter enfin que les jeunes issus des pays émergents se disent mieux informés que leurs homologues occidentaux et que le reste de la population de leur pays : ainsi, 93 % des jeunes Indiens s'estiment informés sur le climat, contre 32 % des citoyens indiens (Gallup, 2009).

COMPRENDRE LES ÉCARTS ENTRE LE DISCOURS SCIENTIFIQUE ET LES OPINIONS PUBLIQUES

L'étude des cabinets Nomadéis, Semiocast et K-Minos montre la multiplicité des opinions et du traitement médiatique du changement climatique selon les pays. Ce constat mène à s'interroger sur les motifs de cette diversité et sur l'existence de positions sceptiques en dépit d'un consensus scientifique.

[19] Étude Semiocast pour le CAS.

[20] Voir à ce sujet la contribution de Jiao Hu à l'ouvrage *Controverses climatiques, sciences et politiques*, par Zaccari E., Gemenne F. et Decroly J.-M. (dir.), Presses de Sciences-Po, 2012. Pour le sondage en ligne, voir <http://news.qq.com/zt/2009/standpoint/lie.htm>.

[21] Voir Billett S. (2010), "Dividing Climate Change: Global Warming in the Indian Mass Media", *Climatic Change*, n° 99, p. 1-16. et Boykoff M. (2010), "Indian Media Representations of Climate Change in a Threatened Journalistic Ecosystem", *Climatic Change*, n° 99, p. 17-25.

[22] Les analyses qui suivent sont issues de l'étude *Scénario 2012* menée par Nomadéis, et présentées dans le rapport réalisé pour le Centre d'analyse stratégique.

Même si la climatologie est une discipline “jeune”, l’existence d’un changement climatique d’origine anthropique fait l’objet d’un consensus dans la communauté scientifique

La climatologie est une discipline relativement récente issue de la météorologie, qui ne se développe réellement qu’après la Seconde Guerre mondiale.

La structuration des moyens de mesure date du XIX^e siècle : le réseau des stations météorologiques, qui ne représentait que quelques postes au début de la décennie 1880, en compte plusieurs milliers depuis les années 2000. C’est la diffusion du télégraphe autour de 1850 qui a permis d’envisager un réseau international d’observation ; ce projet s’est concrétisé en 1873 avec la création de l’Organisation météorologique internationale (OMM)⁽²³⁾, qui fixe des normes internationales sur la collecte des données et fonde le premier système mondial d’échange de mesures. Au XX^e siècle, les progrès des technologies de communication de nouveaux instruments de mesure (radiosondes) et de nouvelles sources (transport aérien) provoquent un accroissement du nombre et des types d’informations disponibles. Les avancées techniques (imagerie satellitaire, application informatique permettant de créer des modèles de prévision et d’évolution du climat, etc.) contribuent alors à améliorer la compréhension du système climatique terrestre au-delà de la prévision météorologique, en permettant notamment de traiter des masses conséquentes de données.

Les années 1980 voient la parution de la première revue spécialisée (*The Journal of Climatology*), le lancement du Programme mondial de recherches sur le climat par l’OMM et enfin, en 1989, la fondation du GIEC.

La discipline est complexe, car elle fait appel à différents savoirs (physique, biologie, astronomie, informatique, etc.). Comme l’illustre la NASA sur son site internet, certains phénomènes restent ainsi à ce jour méconnus⁽²⁴⁾.

Mais la relative jeunesse de la climatologie et la permanence de mécanismes inexpliqués ne remettent aucunement en cause l’existence d’un large consensus au sein de la communauté scientifique sur l’existence d’un changement climatique d’origine anthropique. Les propriétés du dioxyde de carbone comme gaz à effet de serre sont connues depuis la seconde moitié du XIX^e siècle, grâce à John Tyndall. La possibilité d’un réchauffement atmosphérique global résultant des émissions de carbone de la combustion d’énergies fossiles émerge dans les années

1900 : Svante Arrhenius estimait alors que la hausse de la température atteindrait 1,5 à 4,5 °C pour un doublement des concentrations de CO₂. Dans les années 1930, Guy Steward Callendar alerte sur les conséquences dangereuses du phénomène, qu’il identifie comme déjà en cours. En 1961, la “courbe de Keeling”, qui vaudra à son auteur de recevoir la médaille nationale des sciences des mains du président Bush en 2002, montre l’évolution de la concentration atmosphérique de CO₂. Les travaux du GIEC en 2007 montrent que la probabilité que l’élévation de la température moyenne mondiale soit due aux activités humaines est supérieure à 90 %.

Des études récentes révèlent qu’une très grande majorité des études parues dans des revues scientifiques *peer reviewed* s’inscrivent dans l’existence du consensus scientifique sur le changement climatique (75 % des articles participent ainsi au consensus, les autres ne se prononçant pas sur leur adhésion) et que 98 % des experts du climat adhèrent au même consensus résumé par le GIEC⁽²⁵⁾.

De l’incompréhension à la désinformation : les ressorts du climatoscepticisme

En 2010, face à la médiatisation croissante du climatoscepticisme, quelque six cents scientifiques français spécialistes du climat ont averti les institutions de la recherche des dangers de la montée en puissance de ces discours : leur lettre relevait les erreurs factuelles d’un ouvrage climatosceptique paru quelques mois auparavant⁽²⁶⁾. L’ampleur du consensus scientifique et l’engagement des climatologues à le défendre conduisent à s’interroger sur l’importance prise par les arguments climatosceptiques dans l’opinion publique.

Une première explication tient dans l’incompréhension par cette dernière des incertitudes inhérentes à la recherche scientifique. Malgré les méthodologies mises au point par les chercheurs et par le GIEC (cf. annexe) pour les identifier et les présenter de manière transparente, le public a tendance à les assimiler à de l’ignorance et à remettre en question les éléments du consensus scientifique.

Seconde explication, les sources du discours scientifique sur le changement climatique sont hétérogènes et de plus en plus nombreuses : le discours des scientifiques producteurs de connaissances⁽²⁷⁾ est relayé à la fois par des organismes de synthèse (GIEC à l’échelle mondiale, académies des sciences au niveau national), par des médias et par la société civile (ONG, particuliers, entreprises, etc.). De nombreux climatosceptiques ne sont

[23] Remplacée par l’Organisation météorologique mondiale (OMM) en 1951.

[24] Voir la synthèse réalisée à ce propos par la NASA : <http://climate.nasa.gov/uncertainties/>

[25] Analyse d’articles scientifiques publiés dans des revues à comité de lecture, de 1990 à 2000. Voir Oreskes N. (2004), “Beyond the ivory tower: The scientific consensus on climate change”, *Science* 306(5702) : 1686. Voir également Anderegg W., Prall J., Harold J. et Schneider S. (2010), *Expert Credibility in Climate Change*, actes de l’Académie américaine des sciences, 21 juin.

[26] Voir Huet S. (2010), *L’Imposteur, c’est lui. Réponse à Claude Allègre*, pour une description des erreurs dans l’ouvrage Allègre C. (2010), *L’Imposture climatique ou la fausse écologie*.

[27] Le rapport Nomadéis-Semicast-K-Minos cite ainsi quelques-uns des principaux laboratoires de recherche aux États-Unis (Goddard Institute for Space Studies de la NASA, NOAA), au Royaume-Uni (Climate Research Unit de l’université d’East Anglia), en Chine (Beijing Climate Center) ou en France (laboratoires de l’institut Pierre-Simon-Laplace).

par ailleurs pas des climatologues. La multiplicité de ces sources a sans doute contribué à médiatiser le problème climatique, mais elle a également pu entretenir une confusion chez le public non expert.

Troisième explication, il peut également exister au sein de l'opinion une confusion entre les rôles respectifs des scientifiques et des responsables politiques, notamment une méprise sur le mandat du GIEC, lequel consiste à informer les décideurs de l'état de la science et non à recommander des actions. L'objectif de stabilisation de l'élévation de la température moyenne mondiale à moins de 2°C est ainsi souvent interprété comme une préconisation du Groupe, alors qu'il s'agit d'un choix politique initialement retenu par l'Union européenne sur la base des évaluations de risque du GIEC, avant d'être intégré dans les accords de Cancun. Par ailleurs, les ONG ont relayé le discours du GIEC, alors qu'elles ont des vues opposées à celles des scientifiques sur d'autres sujets (nanotechnologies, OGM, etc.). L'inconvénient de cette convergence de vues est la confusion qu'elle peut générer entre messages informatifs des responsables scientifiques et messages militants. Cette assimilation est alimentée par l'engagement politique de certains experts, comme James Hansen.

Dernière explication, les climatosceptiques instrumentalisent la perception négative par l'opinion publique des incertitudes inhérentes à la recherche. Les controverses qu'ils alimentent dans les médias brouillent le message de la communauté scientifique. Les études récentes sur le discours des partisans du climatoscepticisme identifient des *modus operandi* relativement similaires : il s'agit avant tout de semer le doute vis-à-vis du consensus scientifique sur le changement climatique. En 2002, un mémo à l'intention du président Bush rédigé par Frank Luntz, sondeur et consultant auprès du parti républicain, recommandait ainsi de souligner l'incertitude scientifique, et d'adopter un discours lénifiant, diminuant le sentiment de menace, pour **“faire de l'absence de consensus scientifique un enjeu central du débat”**^[28].

Par ailleurs, la position des climatosceptiques est souvent paradoxale puisqu'ils prétendent défendre la science, mais ne se plient pas à ses méthodes en refusant de prendre en compte les erreurs factuelles que leur signalent les chercheurs. Le blog climatosceptique français “Skyfall” fonctionne ainsi sur le principe de publications collectives et anonymes, sans obligation de réponse.

Le rôle des médias traditionnels : l'impact du storytelling médiatique

Les médias ont été les artisans de la sensibilisation du public à la question climatique. Cette médiatisation a néanmoins pu entretenir une certaine confusion sur les messages scientifiques.

Leur temps est celui de l'actualité immédiate ; il ne correspond souvent pas à celui de la recherche scientifique. Pour certains observateurs, il s'agit d'une véritable difficulté pour transmettre une information pertinente sur le phénomène climatique^[29]. Les journalistes sont notamment confrontés à la nécessité de “renouveler le récit” sur un thème donné pour entretenir l'intérêt du lectorat. Les publications du GIEC et des climatologues, mais aussi les déclarations d'autres experts et commentateurs, seront donc relayées, ainsi que les différents types de controverses.

Le *climategate* et autres controverses médiatiques

Quelques jours avant l'ouverture de la conférence de Copenhague, un pirate informatique visant le Climate Research Unit (CRU) de l'université d'East Anglia diffuse sur Internet un millier de courriels échangés entre scientifiques, dont certains ont contribué aux travaux du GIEC. Ces messages expriment le mécontentement de certains chercheurs vis-à-vis de résultats n'allant pas dans leur sens, ou leur volonté d'empêcher la publication d'éléments contraires à leurs propres positions. Des climatosceptiques y voient la preuve de l'absence de fiabilité des travaux démontrant l'existence d'un changement climatique d'origine anthropique. Le sénateur républicain James Inhofe va jusqu'à demander l'ouverture d'une enquête criminelle sur la dizaine de scientifiques américains impliqués. La controverse est rapidement médiatisée, mais une seconde diffusion de cinq mille emails en 2011, avant la conférence de Durban, aura moins d'écho.

En 2010, l'identification d'une erreur factuelle dans le dernier rapport du GIEC paru en 2007, portant sur la fonte des glaciers de l'Himalaya, sert d'argument aux commentateurs sceptiques pour mettre en doute ces travaux^[30].

Plusieurs enquêtes démontreront le sérieux et la déontologie du CRU et du GIEC. Mais l'impact des controverses semble important dans l'opinion publique : un sondage de la BBC montre qu'en 2010 presque autant de personnes avaient entendu parler de la remise en cause de la recherche scientifique et de ses erreurs que de la conférence de Copenhague. De plus, le doute sur l'existence du changement climatique se développe^[31].

Ces controverses ne sont pas nouvelles : la polémique du “hockey stick”, en référence à la remise en question du

[28] *The Environment: A Cleaner, Safer, Healthier America*, cité par *The Guardian* “Memo exposes Bush's new green strategy”, 4 mars 2003.

[29] Rapport Nomadéis-Semiocast-K-Minos, entretien avec Andrew Revkin, ancien journaliste scientifique au *New York Times*, p 30. Voir par ailleurs l'étude de F. Gonon sur le décalage entre les avancées de la recherche et le récit médiatique qui en est fait : Gonon F., Konsman J.-P., Cohen D. et Boraud T. (2012), “Why Most Biomedical Findings Echoed by Newspapers Turn Out to be False: The Case of Attention Deficit Hyperactivity Disorder”. *PLoS ONE* 7 (9): e44275. doi:10.1371/journal.pone.0044275.

[30] Voir la réponse du GIEC : GIEC (2010), *IPCC statement on the melting of Himalayan glaciers*, 20 janvier.

[31] BBC climate change pol, février 2010: http://news.bbc.co.uk/nol/shared/bsp/hi/pdfs/05_02_10climatechange.pdf.

graphique en “crosse de hockey” qui figure dans un article du climatologue Michael Mann publié en 1999^[32], intervient lorsque ce dernier est repris par le GIEC dans son rapport en 2001. Le graphique, qui trace l'évolution de la température moyenne mondiale au cours des cent derniers siècles, montre un pic à partir de 1900, indice du changement climatique et de la responsabilité humaine. Cette représentation fut très critiquée par des observateurs qui reprirent des incertitudes estimées par les auteurs eux-mêmes sur le choix des données et leur traitement.

Les médias ont été critiqués pour avoir relayé les controverses climatiques : ils sont néanmoins tenus de simplifier les problématiques complexes dont ils doivent rendre compte et de présenter des figures ou des opérations qui expriment un doute vis-à-vis du consensus scientifique. La méthode journalistique traditionnelle recommande de présenter les opinions des contradicteurs sur un fait, pour en donner toutes les dimensions. Cette approche, particulièrement présente dans la presse américaine (principe du *balanced reporting*), conduit à accorder une forte importance aux opinions minoritaires^[33], même si celles-ci sont en décalage avec le consensus scientifique.

Enfin, au vu de la portée relativement limitée des sujets scientifiques dans les médias, les journalistes disposent par ailleurs de peu de temps et d'espace éditorial pour en exposer la complexité.

La couverture médiatique du changement climatique est en recul

La couverture médiatique (presse traditionnelle et en ligne, télévision) de la question climatique a connu de fortes variations. Elle progresse à partir des années 2000, et enregistre des augmentations conséquentes lors d'événements ponctuels : film d'Al Gore en mai 2006, rapport du GIEC et rapport Stern en 2007, sommet de Copenhague fin 2009.

Depuis, le sujet est de moins en moins couvert – ce qui ne remet pas en cause l'intérêt du public. La couverture médiatique est à présent “à son niveau le plus faible depuis cinq ans” (rapport Nomadéis), les conférences internationales annuelles sur le climat suscitant de légers regains d'intérêt.

L'étude Nomadéis-Semiocast-K-Minos montre que cette couverture évolue différemment selon les pays : l'érosion de l'intérêt des médias traditionnels constatée depuis Copenhague dans les pays développés est beaucoup moins importante dans les pays émergents.

Internet, une caisse de résonance pour les discours climatosceptiques^[34]

Internet s'est imposé comme le principal vecteur d'expression des populations qui y ont accès, dans l'ensemble des pays. Il s'agit en outre du principal média des individus les plus engagés et/ou les plus informés sur le changement climatique – pour 77 % à 89 % d'entre eux (enquête Nomadéis).

Ce réseau multiplie les espaces conversationnels, qui enregistrent des volumes d'échanges inédits : plus de 4 millions de *tweets* ont ainsi été envoyés dans le monde à propos du climat depuis l'ouverture de la conférence de Durban à la mi-février 2012. Les fonctionnalités interactives des sites et leurs potentialités de diffusion expliquent qu'Internet agisse comme un catalyseur des croyances individuelles : **sceptiques et convaincus du changement climatique consultent des sites conformes à leurs opinions, qui ne font que renforcer ces dernières ; ils se croisent rarement.**

Ce sont souvent les plus engagés qui s'expriment par les réseaux numériques : en cela, Internet peut avoir un “effet loupe” sur le discours de minorités actives, sceptiques ou non.

Méthodologie, sources et limites de l'analyse sémantique menée par Semiocast sur Internet

Semiocast a étudié la perception du discours des scientifiques sur le changement climatique par les internautes *via* une analyse sémantique mesurant l'occurrence, la nature et les caractéristiques des opinions exprimées et des locuteurs correspondants de janvier 2009 à janvier 2012. Plus de six millions de verbatims d'Afrique du Sud, du Brésil, de Chine, d'Inde, des États-Unis, de France ont été examinés. Différents types d'expressions ont été pris en compte (articles, commentaires de blogs et d'articles de presse en ligne, micromessages, etc.), tous de nature publique et librement accessibles. L'étude assure la représentation de chacun des six pays en retenant une quinzaine de sites Internet en lien avec le sujet, sélectionnés pour leur volume de conversation et leur provenance géographique. Ces sites ont été repérés à l'aide d'une liste de mots clés, dans six langues.

Une première limite de cette méthodologie tient dans la barrière linguistique : l'analyse approfondie fait appel à trois langues (français, anglais, portugais). Les sites retenus pour étudier le cas de la Chine sont donc anglophones ou bilingues. Deuxième limite, la représentativité statistique des ressortissants des pays étudiés n'est pas assurée. Dans les pays où l'accès à Internet est limité par le gouvernement ou par un obstacle technique, une frange réduite de la population y est connectée : en 2010, 8 % des Indiens, 13 % des Sud-Africains, 34 % des Chinois, 41 % des Brésiliens, 79 % des



[32] Mann M. E., Bradley R. S. et Hughes M. K. (1999), “Northern hemisphere temperatures during the past millennium: Inferences, uncertainties, and limitations”, *Geophysical Research Letters* 26 (6): 759.

[33] Boykoff M. et Boykoff J. (2004), “Balance as Bias: Global Warming and the US Prestige Press”, *Global Environmental Change*, n° 14 (2004), p. 125-136.

[34] Ce paragraphe reprend les principales conclusions de l'analyse sémantique menée par Semiocast, présentées dans le rapport réalisé pour le CAS.

Américains et 80 % des Français disposaient d'une connexion^[35]. D'autre part, l'origine des internautes qui s'expriment n'est souvent pas explicitement indiquée. Sur les principaux sites (notamment la presse en ligne), le lectorat va bien au-delà de la nationalité du média. Sur les réseaux sociaux (*Twitter*, *Facebook* et *Weibo*), la géolocalisation des messages a également ses limites : seuls 0,5 % des messages sur *Twitter* sont associés à des coordonnées GPS. L'étude a donc retenu d'autres informations pour définir la nationalité, notamment celles renseignées dans les profils d'utilisateurs, qui introduisent un biais évident.

Troisième limite, les réseaux sociaux ont un archivage relativement court des messages : ceux qui ont alimenté l'étude datent de novembre 2011 à février 2012.

Enfin, l'étude ne permet pas de déterminer *in extenso* la position de l'opinion publique : elle en élude en effet la part qui ne s'exprime pas par le canal Internet, par manque d'intérêt ou par difficulté d'accès.

La multiplication des blogs montre l'appropriation de la question climatique par la société civile. Le sujet intéresse, quelles que soient les réflexions qu'il suscite.

Les "blogs" gérés par des individus, scientifiques, journalistes ou particuliers, constituent de plus en plus le premier maillon de la chaîne d'information. Ils agissent comme des filtres en redirigeant leurs lecteurs vers des sites de presse ou des sites officiels. Sur Internet, chacun revendique son statut de "scientifique" comme de "non-scientifique" pour appuyer les propos qu'il défend sur le climat : dans le dernier cas, c'est le "bon sens" qui est utilisé comme argument de crédibilité.

Les blogs scientifiques sont les principaux lieux d'échanges, en nombre de commentaires par article, entre scientifiques comme entre scientifiques et non-scientifiques. Ils peuvent exprimer une opinion tranchée en faveur du climatisme ou plus factuelle, mais se distinguent par leur tonalité technique. La moitié du contenu concerne les modèles climatiques et les résultats de la recherche, contre moins de 20 % pour l'un des principaux blogs sceptiques américains, *Watts Up With That*. Sur les blogs scientifiques, le tiers des messages a une tonalité sceptique, et les manifestations d'inquiétude sont rares.

Les blogs climatosceptiques sont en revanche les plus actifs en nombre d'articles postés par les auteurs. Moins de 1 % des commentaires y expriment de l'inquiétude.

La presse en ligne est également le lieu de débats aux tonalités rarement anxieuses (un commentaire sur vingt) et accorde plus d'importance à la question des politiques climatiques et des lobbies liés qu'à la science. Néanmoins, ces sites sont le lieu d'échanges sur la science et ses prévisions.



[35] Source : UIT.

[36] Étude menée aux États-Unis : Kahan D., Wittlin M., Peters E., Slovic P., Larrimore Ouellette L., Braman D. et Mandel G. (2011), "The Tragedy of the Risk-Perception Commons: Culture Conflict, Rationality Conflict, and Climate Change", SSRN eLibrary.

Deux espaces affichent les conversations les plus anxieuses : les blogs tenus par des militants pour la protection de l'environnement et *Twitter*, outil qui encourage les réactions immédiates. Un *tweet* sur cinq a une tonalité inquiète, quand seul un message sur dix fait allusion à la recherche scientifique.

Internet a également un "effet amplificateur" de l'impact des événements ponctuels : les conversations y sont dopées par les controverses ou les sommets internationaux, qui provoquent souvent la création de nouveaux espaces de conversations. De décembre 2009 à janvier 2010, au moment du *climategate*, le nombre de commentaires sur le blog scientifique *Realclimate* augmente considérablement. En revanche, l'augmentation de l'activité de l'auteur du blog climatosceptique *Watts Up With that ?* n'entraîne pas plus de commentaires.

Un inconvénient majeur du web est la difficulté d'y voir s'exprimer des ressortissants de pays émergents, car les contenus anglophones et les internautes américains dominent l'espace. Les internautes chinois, brésiliens, indiens ou sud-africains ont peu de possibilité de commenter la presse en ligne et ont lancé peu de blogs. Le réseau *Twitter* est bloqué en Chine et son homologue *Weibo* ne permet pas une liberté d'expression identique : la plateforme répercute quelque 40 000 messages autour de la conférence, quand *Twitter* en affiche 4 millions.

De l'opinion aux opinions : que sait-on de la formation des opinions publiques vis-à-vis du changement climatique ?

On connaît encore assez mal les mécanismes par lesquels se forme l'opinion publique. Ses préoccupations sont le résultat de différents contextes nationaux, en termes de culture, mais aussi de fonctionnement et de liberté des médias, d'accès à l'information, de niveau de formation, d'exposition aux retombées du changement climatique et du traitement politique du sujet.

Au niveau individuel – qui concerne la majeure partie des études menées aux États-Unis, il semble que les plus inquiets ne sont pas ceux qui témoignent des connaissances scientifiques les plus étendues^[36]. En revanche, dans la culture anglo-saxonne, le niveau de connaissances scientifiques renforcera l'opinion d'un individu, qu'il soit convaincu ou sceptique vis-à-vis du changement climatique et de sa cause anthropique.

L'expérience d'un événement climatique extrême tend par ailleurs à renforcer la croyance individuelle dans la réalité du changement climatique : la moitié des Américains se baseraient sur leurs propres observations d'anomalies météorologiques locales pour déclarer que le changement

climatique est une réalité⁽³⁷⁾. Ces observations accroissent la sensibilisation des individus : le réseau *Twitter* enregistre ainsi des pics de conversations à propos du climat lors de l'hiver 2011, particulièrement doux (SemioCast, 2012).

En revanche, ce facteur a peu d'influence sur la perception collective. À cette échelle, c'est plutôt le volume médiatique du changement climatique qui influencerait l'inquiétude de la population⁽³⁸⁾.

La mobilisation du grand public est cependant constante, alors même que les médias semblent moins intéressés. L'importance accordée par la presse en ligne au changement climatique est inégale selon les sommets, mais le nombre de commentaires des internautes reste constant. Ainsi, sur les sites de *CNN* et du *Monde*, le nombre d'échanges (nombre de commentaires par article) est à son maximum lors de la conférence de Durban en 2011, alors que le nombre d'articles mis en ligne avait atteint un pic deux ans auparavant, lors de la conférence de Copenhague – indice que l'intérêt du public pour les négociations climatiques pourrait à présent être supérieur à celui des médias.

Malgré l'intégration de la question climatique parmi les préoccupations publiques, la perception d'une menace a chuté en France et aux États-Unis de 2008 à 2010. La proportion d'Américains convaincus de la réalité du phénomène a chuté de 14 % pendant cette période ; en France, la proportion d'individus reconnaissant la nécessité de lancer une réponse immédiate a également décliné de 17 %. En 2007, 33 % des Français citaient le changement climatique comme le problème environnemental le plus inquiétant ; en 2010, cette proportion passe à 19 %⁽³⁹⁾. Cette évolution contraste avec celle des opinions publiques des pays émergents, pour lesquelles l'origine anthropique du changement climatique augmente.

Cette évolution inquiétante peut être expliquée par plusieurs facteurs : à la suite des résultats décevants de la conférence de Copenhague et du dessaisissement des médias, le public semble s'être peu à peu détourné de l'urgence du problème. L'émergence de controverses sur le travail des climatologues⁽⁴⁰⁾ et l'accélération de la crise économique mondiale, qui supprime les inquiétudes environnementales parmi les principales préoccupations publiques, y ont sans doute contribué. En 2011, le changement climatique était ainsi la cinquième préoccupation des Français après l'emploi, l'inflation, l'éducation et les inégalités⁽⁴¹⁾.

RECOMMANDATIONS : DÉFENDRE UNE VÉRITÉ QUI DÉRANGE

Selon le titre du film d'Al Gore, le changement climatique est "une vérité qui dérange" : il remet en cause nos modes de vie et, par ricochet, nos modèles de développement et nos choix collectifs. Les recommandations suivantes, dont certaines sont issues du rapport Nomadéis-SemioCast-K-Minos, visent à informer l'opinion publique des dérèglements climatiques, afin que notre société puisse choisir les évolutions qu'elle entreprendra en toute connaissance de cause.

Par ailleurs, il importe de mieux connaître les causes et l'évolution du climatoscepticisme dans l'opinion publique et de diffuser plus extensivement dans les médias et sur le site de l'ADEME l'enquête "Effet de serre" réalisée par l'agence depuis les années 2000 pour mieux comprendre l'opinion publique française.

Au-delà du clivage entre convaincus et sceptiques, il existe une grande diversité d'opinions. En Europe, le climatoscepticisme reste méconnu : il concernerait beaucoup de catégories, à la fois âgées et jeunes, sans clivage socioéconomique, rassemblées autour d'un sentiment de marginalisation⁽⁴²⁾.

En France comme ailleurs, il serait particulièrement intéressant d'étudier la formation des consensus générationnels identifiés par l'étude de Nomadéis pour saisir pourquoi la majorité des jeunes sont convaincus du changement climatique et de son origine anthropique, et enfin pourquoi ils sont optimistes sur sa résolution.

Expliquer que l'incertitude inhérente à la science ne remet pas en cause le consensus des chercheurs autour du changement climatique.

Percevoir l'existence d'un consensus scientifique sur le changement climatique peut s'avérer difficile : il s'agit d'une part de comprendre qu'en dépit d'une incertitude intrinsèque à la science il existe un consensus sur la réalité du changement climatique, et d'autre part de faire le tri entre les conclusions partagées par la grande majorité de la communauté scientifique et les incertitudes et les doutes plus profonds exprimés par un nombre limité de chercheurs et d'autres observateurs.

D'autre part, le principe de précaution dicte une obligation d'action dès lors qu'une menace est diagnostiquée, dans l'état des connaissances scientifiques et techniques.

[37] Borick C. et Rabe B. [2012], "Fall 2011 National Survey of American Public Opinion on Climate Change", Brookings Institution, Issues in Governance Studies, rapport n°. 45, février.

[38] Brulle R., Carmichael J. et Jenkins J. [2012], "Shifting public opinion on climate change: an empirical assessment of factors influencing concern over climate change in the U.S., 2002–2010", *Climatic Change*.

[39] ADEME et MEDDAT [2011], *op. cit.*, et "Ademe, opinions et pratiques environnementales des Français en période de crise", Ademe et vous, stratégies et études [28], 30 mars 2011.

[40] Leiserowitz A., Maibach E. W., Roser-Renouf C., Smith N. et Dawson E. [2010], "Climategate, Public Opinion, and the Loss of Trust", juillet.

[41] ADEME [2011], *Les représentations sociales de l'effet de serre en 2011*, novembre.

[42] Bozonnet [2012], *op.cit.*

Or, les climatosceptiques insistent sur les incertitudes inhérentes à la recherche pour discréditer le consensus de la communauté scientifique. Il convient donc non pas de les occulter, mais au contraire de chercher à les présenter avec transparence et honnêteté.

Les supports d'information de l'État (plaquettes, sites web des ministères, campagne de l'ADEME, etc.) et du GIEC gagneraient ainsi à présenter non seulement les points de consensus scientifique et les effets déjà tangibles du changement climatique, mais aussi les incertitudes et les sujets de désaccord.

La mise en place d'expositions interactives à la Cité des sciences ou dans d'autres musées, qui placent le visiteur dans une position de chercheur, pourrait contribuer à exposer efficacement ce qui fait la difficulté et l'originalité du travail scientifique.

ORIENTATION STRATÉGIQUE 1

Diffuser le plus largement possible les connaissances scientifiques sur le changement climatique, en insistant non seulement sur les points de consensus scientifique et sur ses effets déjà tangibles, mais aussi sur les incertitudes et les sujets de désaccord.

Il serait également souhaitable de diffuser à la télévision des programmes d'information sur les causes et les effets du changement climatique avant ou après les bulletins météorologiques, aux heures de grande écoute.

Renforcer la communication du GIEC vis-à-vis du grand public

Jusqu'ici le GIEC a essentiellement dialogué avec les décideurs, au cours du processus d'élaboration des rapports d'évaluation et de la rédaction des résumés qui leur sont destinés. Afin de limiter l'impact des controverses lancées par des climatosceptiques, il serait utile qu'il prenne en compte le grand public dans la stratégie de diffusion de ses travaux, notamment en publiant des supports spécifiquement destinés au grand public.

Il importe en particulier de renforcer la communication du Groupe sur le consensus autour de l'existence du changement climatique et de son origine anthropique, et sur son propre fonctionnement, notamment les relations qu'il entretient avec les décideurs politiques et les outils dont il dispose pour gérer les incertitudes scientifiques. L'idée de constituer un réseau d'antennes locales destinées à resserrer les liens entre le GIEC et les réalités de terrain a été suggérée à plusieurs reprises⁽⁴³⁾.

ORIENTATION STRATÉGIQUE 2

Instituer des correspondants du GIEC dans les grandes régions du monde pour mettre en place une communication réactive et adaptée

CONCLUSION Les opinions publiques, loin d'être la somme d'opinions individuelles, sont le produit de cultures, d'accès à différents types d'informations et de réalités socioéconomiques différentes. L'ensemble des populations des pays "clés" des négociations internationales a été sensibilisé à la question climatique, plus ou moins uniformément selon les pays. En France comme dans les pays émergents, le climatoscepticisme reste pour l'heure marginal et ne fait pas l'objet d'une polarisation politique, véritable obstacle à la prise de conscience de l'opinion publique américaine à propos de l'urgence du problème. L'information donnée par les pouvoirs publics doit viser à éviter une telle polarisation, qui conditionne les différentes catégories de population à ne recevoir qu'un certain type d'informations (seuls les médias ou les discours de leaders politiques orientés seront entendus) et restreint l'opportunité de faire reconnaître l'existence d'un consensus scientifique sur la question.

► **Mots clés :** climatoscepticisme, opinion publique, Chine, Brésil, États-Unis, France, Afrique du Sud, GIEC, Tea Party, blog, web, sondage, changement climatique, climat.



Dominique Auverlot et Blandine Barreau,
département Développement durable



[43] Voir Hulme M. (2010), "IPCC: cherish it, tweak it or scrap it?" *Nature* 463, 730-732, 11 février. doi:10.1038/463730a.

AUTRES
PUBLICATIONS
À CONSULTER

sur www.strategie.gouv.fr, rubrique publications

Notes d'analyse :

N° 303 ■ Rio + 20 : priorité à la lutte contre la pauvreté et au droit au développement (novembre 2012)

N° 305 ■ Quel rôle pour l'Europe dans les négociations climatiques internationales ? (novembre 2012)

Rapport :

Où vont les négociations climatiques internationales ?
(novembre 2012)

Retrouvez les dernières actualités du Centre d'analyse stratégique sur :

-  www.strategie.gouv.fr
-  [centredanalysestrategique](https://www.facebook.com/centredanalysestrategique)
-  [@Strategie_Gouv](https://twitter.com/Strategie_Gouv)



La Note d'analyse n° 304 - novembre 2012 est une publication du Centre d'analyse stratégique

Directeur de la publication : Vincent Chriqui, directeur général

Directeur de la rédaction : Hervé Monange, directeur général adjoint

Secrétaires de rédaction : Delphine Gorges, Valérie Senné

Dépôt légal : novembre 2012

N° ISSN : 1760-5733

Contact presse :

Jean-Michel Roullé, responsable de la communication

01 42 75 61 37 / 06 46 55 38 38

jean-michel.roulle@strategie.gouv.fr

Le Centre d'analyse stratégique est une institution d'expertise et d'aide à la décision placée auprès du Premier ministre. Il a pour mission d'éclairer le gouvernement dans la définition et la mise en œuvre de ses orientations stratégiques en matière économique, sociale, environnementale et technologique. Il préfigure, à la demande du Premier ministre, les principales réformes gouvernementales. Il mène par ailleurs, de sa propre initiative, des études et analyses dans le cadre d'un programme de travail annuel. Il s'appuie sur un comité d'orientation qui comprend onze membres, dont deux députés et deux sénateurs et un membre du Conseil économique, social et environnemental. Il travaille en réseau avec les principaux conseils d'expertise et de concertation placés auprès du Premier ministre.



www.strategie.gouv.fr